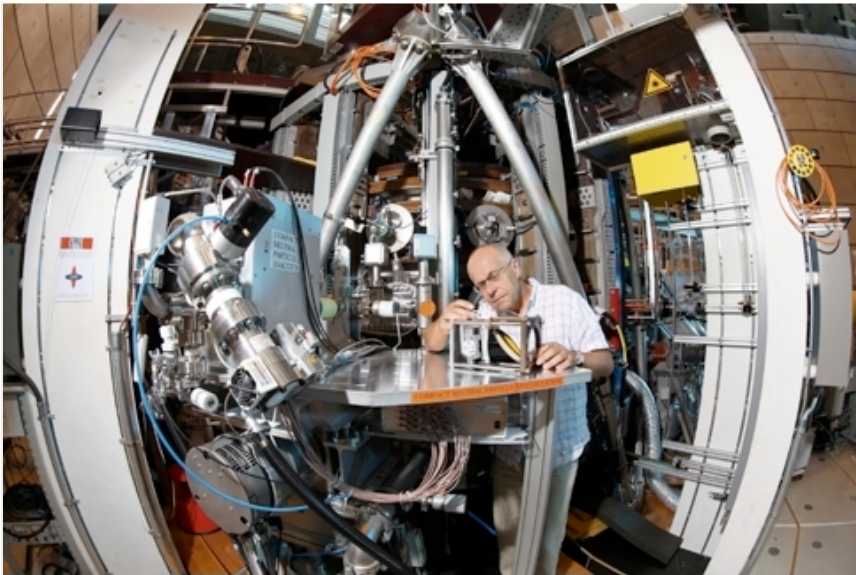




Le physicien Yves Martin, devant le tokamak de l'EPFL, travaille en collaboration avec les chercheurs du site français à Cadarache.

*Photo Alain Herzog*



[HOME](#) > [ACTUALITÉ](#) >

A- A+

SUISSE-UE

## La nouvelle pomme de discorde

Par *Michel Guillaume* - Mis en ligne le 27.06.2012 à 10:39

**Bruxelles réclame 125 millions de francs à la Suisse pour sa subvention à l'Euratom, alors que Berne n'a prévu que 55 millions pour 2012 et 2013. Tensions.**

Le 18 juin dernier, le nouveau secrétaire d'Etat Yves Rossier remet les propositions du Conseil fédéral aux responsables de l'Union européenne (UE) à Bruxelles pour relancer la voie bilatérale. Ce jour-là, pour la Suisse, l'essentiel ne se déroule pourtant pas aux alentours du Rond-Point Schuman où bat le cœur des institutions européennes, mais dans un restaurant discret du centre-ville. C'est ici que le secrétaire d'Etat à la recherche Mauro Dell'Ambrogio déjeune avec Robert-Jan Smits, directeur général de la recherche à l'échelon européen. But:

éteindre au plus vite le feu qui couve dans la dernière dispute opposant l'UE et la Suisse à propos de la subvention à l'Euratom. Ce nouveau foyer de discorde a surpris tous les observateurs. Car s'il est un seul domaine où le ciel des relations entre la Suisse et l'Union européenne (EU) était resté bleu, c'était bien celui de la recherche. A Bruxelles, la Suisse scientifique joue dans la cour des grandes puissances. Elle est membre à part entière du septième programme-cadre de recherche, en participant à raison de 2,4 milliards de francs sur sept ans. Or, selon un bilan intermédiaire relatif aux années 2007-2011 établi par le Secrétariat à la recherche (SER), la Suisse est l'une des principales gagnantes du programme. Ses chercheurs ont déjà obtenu 1,2 milliard d'euros, soit 4,3% du budget débloqué pour l'instant, alors que sa contribution représente 2,7%. C'est dire que le taux de retour sur investissement

s'élève à 1,6! Mais ce ciel si bleu s'est couvert en décembre dernier lorsque l'UE a présenté à la Suisse la facture de sa subvention à l'Euratom, soit la Communauté européenne de l'énergie atomique: 125 millions de francs pour les années 2012 et 2013, alors qu'en 2006, lorsque la Suisse avait signé sa participation au programmecadre de recherche, celle-ci n'avait planifié que 55 millions à son budget.

Que s'est-il passé? Avec la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée, la Russie et les Etats-Unis, l'UE participe au projet ITER de développement de la fusion nucléaire. A travers les programmes de recherche européens, la Suisse y est étroitement associée. Or, le budget d'ITER a d'une part explosé, d'autre part, la participation à l'Euratom se calcule en fonction du PIB exprimé en euros. Inutile de préciser que la contribution suisse gonfle avec un franc qui s'est apprécié de 30% ces trois dernières années.

**Politiquement impossible.** Le Conseil fédéral s'est donc retrouvé avec un dossier brûlant sur son bureau. Comment approuver un crédit supplémentaire de 70 millions pour le nucléaire alors que le gouvernement et le Parlement venaient d'entériner la sortie de l'atome d'ici à 2034? Impossible, politiquement parlant!

Ce n'est pas l'avis du physicien Yves Martin, responsable du Centre de recherches en physique des plasmas (CRPP) à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL).

Cette haute école est la plus touchée par le contrat d'association qui lie la Suisse à l'Euratom depuis 1978. Le CRPP compte 130 collaborateurs, dont 125 travaillent pour les programmes de fusion liés à l'Euratom.

## ***A BRUXELLES, LA SUISSE SCIENTIFIQUE JOUE DANS LA COUR DES GRANDES PUISSANCES.***

La fusion est ce que ses partisans appellent «le nucléaire propre». Elle reproduit les réactions thermonucléaires qui ont lieu dans le soleil et les étoiles pour générer de l'électricité en grande quantité. «C'est une nouvelle forme d'énergie, certes nucléaire, car liée aux processus faisant fusionner des noyaux d'hydrogène, mais correspondant aux critères du développement durable dans la mesure où elle est abondante et respectueuse de l'environnement, affirme Yves Martin. Elle est de plus sûre, car elle ne provoque pas d'explosion ni ne nécessite de stockage géologique de déchets», ajoute-t-il.

Alors que le site d'ITER – implanté à Cadarache dans le sud de la France – accueillera un immense réacteur appelé tokamak, l'EPFL dispose quant à elle d'un tokamak plus modeste, mais dont les spécificités – notamment dans le type de chauffage – permettent de répondre à des questions importantes pour le projet d'ITER. C'est dire que la Suisse, à travers le centre de l'EPFL, est un partenaire important et apprécié de l'Euratom.

Cela dit, cette nouvelle énergie ne sera pas disponible avant 2040, voire 2050 au plus tôt. La Suisse s'engage donc ici dans un programme à long terme, qu'il est toujours légitime de soutenir, même après la sortie du nucléaire, comme l'a souvent souligné la ministre de l'Energie Doris Leuthard.

Malgré cela, le Conseil fédéral a préféré ne pas prendre le risque de soumettre un crédit supplémentaire au Parlement. Dans un premier temps, il a chargé son secrétaire d'Etat à la recherche Mauro Dell'Ambrogio de négocier sur la base des 55 millions à disposition.

L'UE n'a pas apprécié cette attitude, qui tombait de plus dans un contexte tendu. L'initiative acceptée sur les criminels étrangers, l'activation de la clause de sauvegarde pour limiter l'afflux des travailleurs d'Europe de l'Est et les dossiers fiscaux ont fâché Bruxelles, bien décidé à ne plus faire de cadeaux à la Suisse.

Ces derniers mois, la commissaire européenne à la recherche et à l'innovation, l'Irlandaise Maire

Ces derniers mois, la commissaire européenne à la recherche et à l'innovation, l'irlandaise Marie Geoghegan-Quinn, a fait souffler le chaud et le froid. En avril dernier, elle se montrait encore intransigeante. Elle a clairement fait le lien entre la subvention à l'Euratom et la participation de la Suisse au futur programme de recherche Horizon 2020 (portant sur les années 2014-2020), laissant entendre que les Suisses pourraient en être écartés s'ils ne tenaient pas leurs engagements pour l'Euratom. Un véritable scénario catastrophe pour les chercheurs suisses!

Une autre menace pourrait planer sur nos deux écoles polytechniques de Lausanne et de Zurich. Celles-ci restent en effet en lice, avec trois projets (dont le fameux Human Brain au cœur de Neuropolis), pour l'obtention d'une subvention d'un milliard d'euros sur dix ans dans le cadre des programmes prioritaires de l'UE. La décision étant attendue début 2013, un non à l'Euratom ne manquerait pas d'être exploité par les adversaires des projets suisses.

**Affrontement sanglant?** Intransigeante dans un premier temps, la commissaire s'est faite récemment plus flexible, ouvrant le jeu sur deux plans. Elle a proposé d'échelonner les paiements et de discuter du montant définitif de la subvention ultérieurement.

C'est désormais vers cette solution qu'on s'achemine. Selon les informations de L'Hebdo, la Suisse verserait les 55 millions à disposition dans son budget pour l'an 2012. Puis elle discuterait en 2013 de la subvention pour 2013, en même temps qu'elle négociera sa participation à Horizon 2020. Le Conseil fédéral ferait ainsi d'une pierre deux coups. Il éviterait un sanglant affrontement entre partisans et détracteurs de l'atome au Parlement et il mettrait un peu d'huile dans ses relations avec Bruxelles. Mais rien n'est encore joué. Lorsqu'il s'agit des relations avec l'Union européenne, la clairvoyance n'est pas la première option du gouvernement.

---

## ACCORDS

### Les autres sujets qui fâchent

Entre l'Union européenne et la Suisse, les sujets de conflit se sont multipliés ces derniers mois, même s'ils restent peu nombreux dans le cadre des 120 accords bilatéraux qui lient les deux parties. Le plus important concerne la question institutionnelle. L'UE tient absolument à simplifier sa relation avec la Suisse et exige d'elle qu'elle reprenne l'évolution du droit des accords de manière dynamique. Elle souhaite que la Suisse se soumette aux organes de l'Espace économique européen (EEE) en cas de différend. Pour Berne, il n'en est pas question. Le Conseil fédéral s'en tient à une cour nationale de surveillance pour les accords et ne fait confiance qu'au Tribunal fédéral en dernier ressort. Activée par le gouvernement le 18 avril dernier, la clause de sauvegarde, qui rétablit pour un an des contingents de travailleurs de huit pays d'Europe centrale et de l'Est, a aussi beaucoup irrité Bruxelles. La Commission en fait désormais son argument massue pour régler la question institutionnelle avant de signer tout nouvel accord sectoriel, sur l'énergie par exemple.

L'UE attend aussi, d'ici à la fin de septembre, des propositions concrètes pour que la Suisse supprime les régimes fiscaux cantonaux favorisant les holdings étrangères. Si ce n'est pas le cas, elle pourrait autoriser chacun des Etats membres à placer la Suisse sur une liste noire.

Tags: [Suisse-UE](#), [Euratom](#), [Bruxelles réclame à la Suisse](#), [tensions Suisse-UE](#),